SeFaFi

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

Observatoire de la Vie Publique

Lot III M 33 K Andrefan'Ambohijanahary, Antananarivo 101

Email: sefafi@gmail.com

Ouverture ou verrouillage ?

Au terme de l'année 2017, à un an de la fin du quinquennat et des élections présidentielle et législatives, où en est Madagascar ? La question se pose avec acuité, car une incertitude générale affecte l'ensemble de la population: elle est sensible en matière de d'insécurité et de paupérisation généralisées, mais plus encore pour ce qui touche à la préparation des élections de 2018.

Blackout sur les textes électoraux

La société civile et la communauté internationale attendent d'être informées sur le déroulement de ces élections, notamment sur leur date et sur le cadre juridique qui doit présider à leur déroulement. Mais le pouvoir s'obstine à maintenir l'opinion dans l'ignorance, ce qui empêche les différents acteurs de se préparer sereinement à cette échéance majeure. Dans un pays démocratique, les règles du jeu électoral sont connues plus d'un an avant le scrutin. Ainsi, les partis politiques peuvent-ils renforcer leur organisation, augmenter leurs ressources financières, définir les thèmes de leur campagne électorale et mobiliser leurs partisans ; les candidats potentiels ont le temps de faire connaître leur projet de société et les mesures concrètes pour le mettre en œuvre ; et les citoyens, eux, ont tout loisir pour s'informer sur les hommes et leurs programmes, et de se forger une opinion sur les candidats avant de faire leur choix...

La Grande Île suit un schéma diamétralement opposé. Après une consultation fortement médiatisée de la société civile sur les textes électoraux, les autorités ont mis l'embargo sur la version finale du projet. Et ce, au prétexte que l'adoption des lois est la prérogative du pouvoir législatif, et non de la société civile ! C'est ainsi qu'il avait déjà été procédé pour l'adoption du Code de la communication médiatisée(loi n° 2016-029): élaboré dans le cadre d'un processus participatif, il a été réécrit par les autorités pour devenir un texte qualifié de Code liberticide par les journalistes. Les textes électoraux ont également été discutés dans un climat d'ouverture,

avant d'être soustraits à la connaissance du public. Le 25 novembre, le conseil des ministres tenu à Mahajanga les aurait validés sous réserve de correction. Personne n'en a plus entendu parler jusqu'à ce que le premier Ministre annonce, le 17 décembre, une nouvelle restitution publique avant leur adoption par le Parlement…

Pour sa part, la CENI (Commission Électorale Nationale Indépendante) a émis à plusieurs reprises le souhait de voir fixée la date des élections de 2018, et par elle-même - demande à laquelle l'Exécutif n'accèdera sûrement pas. À quoi le président du Sénat, Rivo Rakotovao, par ailleurs président du parti au pouvoir, a répondu qu'il est impossible de fixer la date des élections tant que les lois y afférentes n'ont pas été votées. Il faudra donc attendre que ces lois passent au Parlement. Mais quand ? Pour le député Siteny Randrianasoloniaiko, ce sera lors de la session parlementaire de mai 2018. Certains députés par contre… qui ont tout à y gagner, envisagent une session extraordinaire. En attendant, le premier Ministre refuse d'annoncer le calendrier électoral attendu par la CENI, les partis politiques, la société civile et les bailleurs de fonds, pour que tout le monde soit sur un même pied d'égalité. En clair, les dirigeants jouent la montre, faute de pouvoir verrouiller les textes. Toutes ces manœuvres dilatoires annoncent une période électorale de tous les dangers, le parti au pouvoir s'obstinant à vouloir contrôler le scrutin à tout prix, tout en tenant un discours dit « d'ouverture » qui n'est pas en rapport avec l'action gouvernementale.

Sécurité et justice: les faux espoirs

Que ce soit en ville, dans les campagnes ou sur la route, chacun peut se voir à tout moment agressé, dépouillé, blessé, kidnappé ou tué. Et de nombreux témoignages prouvent que cela se passe dans une scandaleuse complicité entre malfaiteurs et forces de l'ordre, ou entre forces armées et justice. Une même collusion criminelle a été constatée à l'occasion d'étranges arrangements entre malfaiteurs et magistrats. Même si ces situations constituent des cas limites, elles n'en révèlent pas moins un problème récurrent, que ne solutionnent ni les déclarations lénifiantes, ni les promesses jamais tenues. Loin de diminuer, les vols de bœufs, les braquages de voitures et les vols par effraction se multiplient et s'étendent à tout le territoire. Parallèlement, l'opinion attend toujours de voir condamnés les magistrats et les militaires indélicats, les politiciens et les hommes d'affaires corrompus, au même titre que les malfaiteurs.

Le pouvoir a-t-il la volonté de s'attaquer aux véritables causes de l'insécurité et de l'injustice ainsi qu'aux réseaux qui les génèrent, ou préfère-t-il verrouiller les informations et se défausser sur de simples effets d'annonce? Faute de véritable ouverture de la part des pouvoirs publics, les organisations internationales et les associations de défense des droits de l'homme se sont saisis des cas les plus emblématiques: Claudine Razaimamonjy et son beau-frère sénateur Riana Andriamandavy VII, le directeur de Radio Jupiter Fernand Cello et, surtout, le drame d'Antsakabary. Mais les tergiversations autour de ces affaires, dans les quelles sont impliqués des proches du pouvoir, font douter de la détermination des responsables concernés. Combien de ministres, de généraux, de directeurs, etc., ont été remplacés sans qu'aucun n'ait été sanctionné ? Combien de discours ont été tenus, qui ont dénoncé le laxisme et la corruption et promis la transparence et l'efficacité, sans que rien ne change? À l'inverse, combien d'affaires ont vu leurs commanditaires condamnés ? Pratiquement aucune.

Discours optimistes et appauvrissement de masse

Parallèlement au verrouillage prévisible des opérations électorales, à l'insécurité généralisée et aux carences de la justice, la question de la croissance économique jette un autre défi à la volonté d'ouverture de la part de l'État. Les 1er et 2 décembre 2016, au lendemain du Sommet de la Francophonie, se tenait à Paris la Conférence des bailleurs et des investisseurs pour Madagascar. Que de discours triomphalistes n'a-t-elle pas suscités: un déferlement de financements publics et d'investissements privés allait dynamiser l'économie malgache et améliorer les conditions de vie de chaque citoyen. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Quasiment rien. Depuis lors, d'autre discours, conférences, ateliers et séminaires se sont succédés, promettant monts et merveilles. Le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale, l'Union européenne et d'autres répètent à l'envie que la stabilité politique est revenue, la croissance économique amorcée, l'inflation contenue, la parité de la devise nationale sauvegardée…

Mais la réalité est têtue, comme en témoignent à la fois le spectacle des populations paupérisées et les statistiques les plus fiables. Pour la Banque mondiale, 92% des Malgaches vivent sous le seuil de pauvreté, qui correspond à un revenu de moins de 2 USD par jour et par personne.Et entre 2013 et 2016, le PIB (Produit intérieur brut) par tête est passé de 462,5 à 401,4 USD, ce qui indique une tendance inquiétante de paupérisation pendant ces dernières années. On s'évertue de plus en plus de souligner que Madagascar est maintenant le pays le plus pauvre du monde, si l'on exclut tous les pays en ou ayant connu la guerre.

À cet échec global s'ajoutent de sérieux doutes pour l'avenir. Le Président de la République procède à d'innombrables inaugurations, sans que jamais ne soit posée la pertinence des ouvrages inaugurés. En fait, il s'agit pour la plupart du temps de projets plutôt modestes et loin d'être innovants, étant essentiellement des réhabilitations de routes, de barrages, d'écoles ou de bâtiments administratifs rendus inutilisables faute d'entretien. Mais combien de nouvelles infrastructures, de nouvelles usines, de nouveaux hôpitaux, de nouveaux logements sociaux, qui soient susceptibles d'entrainer le développement d'une région, ont-ils été inaugurés? Et quel bénéfice les nombreuses exploitations minières, souvent illégales et toujours polluantes, apportent-elles aux habitants des régions concernées? Là encore, l'information est verrouillée et la transparence ignorée.

Antananarivo, 9 décembre 2017

SeFaFi
Sehatra fanaraha-maso ny fiainam-pirenena
Madagasikara
www.madagate.org

[redacted]